

Les conditions préalables à la stabilité financière

ANNANE Smaïl
Université de Tébessa

Introduction

Le monde vit aujourd'hui au rythme de crises financières (crises des subprimes, crises de la dette souveraine...). Le système financier se trouve ainsi menacé, ce qui suscite l'intérêt des groupes de recherche, des institutions financières, des décideurs publics en raison de la globalisation des marchés et de l'intégration qui déclenchent les risques qui se propagent d'un marché à l'autre à travers les flux financiers.

La multiplication des crises financières depuis les des années 80-90 a suscité également des inquiétudes quant à la stabilité financière et la maîtrise d'effets de contagion des crises financières aux marchés financiers mondiaux.

Il n'existe pas de définition communément admise de la 'stabilité financière'. Donc nous nous efforçons de sélectionner les vues les plus éminents sur ce sujet étant donné son importance dans les économies modernes. Les déterminants macro-économiques et financiers de la stabilité sont décrits ainsi que le rôle de la réglementation et la supervision financières dans la solidité financière.

Mots clés: stabilité financière, solidité financière, surveillance prudentielle.

I. Définition de la stabilité financière

La stabilité financière traduit une situation dans laquelle'' le fonctionnement des différentes composantes du système financier et surtout leurs relations réciproques, s'effectuent de manière saine et sans à-coups brutaux'' (J.P. Patat 2000)¹.

Pour certains auteurs la stabilité financière est définie par rapport à l'absence d'instabilité ... la situation dans laquelle la performance économique ne soit pas compromise (Faible) par les fluctuations des prix des actifs financiers ou parce que les établissements financiers sont incapables de satisfaire les obligations contractuelles... (Crockett, 1997-2000)² ou «... l'instabilité financière se réfère à des situations conditions dans lequel les marchés financiers affecter ou menacer d'affecter la performance économique...»(Chant, 2003)³.

Mishkin(1999)⁴ considère que l'instabilité financière peut survenir dans le cas où le système financier ne parvient pas à canaliser les fonds vers les opportunités d'investissement. Plihon (2006)⁵ associe

l'instabilité financière à l'insécurité et la considère comme préalable au risque systémique.

La stabilité financière systémique est tout d'abord un objectif de la politique publique qui détermine le bien être public⁶. Etant un bien public, les actions des autorités doivent être transparentes.

Selon **Mishkin (1997)**⁷, le déclin du marché du capital joue un rôle important pour l'instabilité financière, en engendrant une baisse de la valeur des firmes sur le marché, fait qui équivaut à un déclin de la valeur des actifs.

Schinasi (2004)⁸, établit cinq principes clés qui doivent être pris en considération dans la définition de la stabilité financière à savoir :

1. *La stabilité financière intègre les différents aspects du système financier : l'infrastructure, les établissements et les marchés.*
2. *La stabilité financière n'implique pas seulement l'allocation des ressources par les finances, la gestion des risques, la mobilisation de l'épargne, le développement de la croissance, mais aussi un fonctionnement approprié du système de paiements.*
3. *La notion de stabilité financière est liée à l'habilité du système financier à limiter les déséquilibres par un mécanisme d'autocorrection, avant qu'ils ne deviennent des menaces pour le processus économique.*
4. *La stabilité financière doit être analysée en fonction des implications potentielles sur l'économie réelle.*
5. *Les turbulences des marchés financiers ou celles des établissements financiers individuels doivent être considérées comme des menaces pour la stabilité financière si elles affectent l'économie réelle.*
6. *le maintien de la stabilité financière ne demande pas nécessairement que chaque partie du système financier fonctionne de façon pertinente, répondant aux exigences maximales.*

Le **FMI** définit la stabilité financière est qu'un système financier est stable quand il a la capacité de faciliter la performance économique et de corriger les déséquilibres qui peuvent survenir à la suite de chocs négatifs⁹.

Nous retiendrons également la définition de la stabilité financière accordée par la **Banque centrale européenne**¹⁰: «... (il est) difficile à définir, le concept de stabilité financière doit être considérée non seulement en termes d'éviter les crises financières. La stabilité financière, a également une dimension positive. Est-ce la situation où le système financier est en mesure de bien performer toutes ses tâches normales et il est devrait le faire aussi dans un proche avenir. De ce point de vue, la stabilité du système financier exige que les principaux

composantes du système - les institutions financières, des marchés et des infrastructures - pour être en mesure d'absorber ainsi le côté effets. Il exige que le système financier pour atteindre l'efficacité dans l'allocation des ressources financières des épargnants vers les investisseurs, que le risque financier est évalué et mesuré correctement et que les risques sont gérés efficacement.

Foot(2003)¹¹ associe à la stabilité financière certains éléments de la stabilité macroéconomique ; il y a stabilité financière lorsqu'il y a stabilité monétaire, un taux de chômage proche du naturel et une confiance dans les marchés et dans les établissements financiers clés.

La **banque centrale de Norvège**¹² sans donner une définition claire de la stabilité financière souligne les conditions qui sont nécessaires pour l'assurer et elle cite la stabilité du secteur bancaire et des systèmes de paiements.

La **banque centrale d'Autriche**¹³ définit la stabilité financière comme la situation dans laquelle les marchés financiers accomplissent leurs fonctions d'allocation des ressources, d'une manière satisfaisante, même si les chocs apparaissent dans le système.

La stabilité financière a également une dimension importante de prospective: des inefficacités dans l'allocation du capital ou des lacunes dans le risque l'évaluation peut, en jetant les bases de vulnérabilités, compromettre l'avenir de la stabilité financière et donc la stabilité économique.

Le concept de la stabilité financière est le plus souvent pensée en termes d'éviter les crises financières, mais aussi la gestion du risque financier systémique. A ce stade, il est nécessaire de définir le risque financier systémique. Il est le risque qu'un événement va déclencher une perte de valeur économique ou de confiance dans une partie substantielle du système financier qui est grave suffit pas d'avoir des effets négatifs importants sur l'économie réelle¹⁴.

Événements de risque systémique peut être soudaine et inattendue, ou la probabilité de leur survenance peuvent s'accumuler dans le temps en l'absence de réponses politiques appropriées.

Les néfastes retombées économiques réelles à des problèmes systémiques sont généralement considérées comme résultant de perturbations du système de paiement, au crédit flux et à la destruction de valeurs d'actifs.

En considérant tous ces aspects, on peut noter que la définition de la notion de stabilité financière est complexe et difficile à cause de la multitude d'éléments qui doivent être pris en considération

Nous croyons qu'il y'a la stabilité financière, si certains conditions sont réunis :

- ❖ *stabilité monétaire,*
- ❖ *le niveau d'emploi est proche du niveau naturel de l'économie,*
- ❖ *il ya la confiance dans les institutions financières et le fonctionnement des marchés financiers marchés dans l'économie,*
- ❖ *il n'y a pas de mouvement relatif aux prix des actifs, immobiliers ou financiers dans l'économie qui peuvent miner les points a et b cités précédemment.*

II- Les déterminants de La stabilité financière

Nous allons examiner les exigences clés pour promouvoir la stabilité financière. Ces exigences peuvent être considérées comme point final des objectifs pour améliorer la solidité financière devraient chercher à atteindre au fil du temps, plutôt que comme un ensemble de caractéristiques qui peuvent être atteint immédiatement ou qui sont actuellement pleinement présent dans tout système financier. La discussion commence par les conditions de l'économie réelle et définit ensuite les éléments clés d'un système financier solide sous trois rubriques:

- ❖ Existence d'un cadre macroéconomique satisfaisant
- ❖ Infrastructure institutionnelle des marchés financiers
- ❖ Qualité de la production de l'information comptable

Le maintien ou la restauration de la stabilité financière requiert la promotion de politiques macro- économiques et structurelles appropriés, doublées d'un régime de change adapté aux conditions économiques fondamentales.

- Les arrangements institutionnels spécifiques nécessaires pour assurer la solidité va impliquer que les marchés et l'environnement économique évolue, de sorte que la capacité du système financier, y compris des dispositions réglementaires et de supervision, s'adaptent rapidement au changement économique.
- La prévisibilité exige l'évitement d'un endettement insoutenable ou des déséquilibres financiers dont la reprise peut conduire à des changements soudains de grands prix des actifs et à l'instabilité dans l'économie réelle. Le système est stable dans le sens que les marchés continuent à fonctionner et les paiements sont effectués de manière fiable et rapide.
- promouvoir les caractéristiques du système financier qui renforcent sa solidité. Il est indispensable de renforcer les règles de surveillance réglementaire et prudentielle.

1. Exigences macro-économiques

Les exigences suivantes macroéconomiques sont cruciales pour le maintien de stabilité financière:

- a. Les politiques macroéconomiques devraient rechercher une croissance durable en ligne avec le potentiel de l'économie, et éviter les «stop and go» de croissance¹⁵ car il crée l'incertitude généralisée et les risques de revers financiers omniprésents.
- b. Atteindre et maintenir la stabilité des prix est d'une importance égale à soutenir les incitations à conclure des contrats à long terme et de réduire au minimum les distorsions et l'incertitude sur les prix relatifs favorisé par un environnement inflationniste.
- c-Des finances publiques saines sont essentielles: le déficit public et l'endettement devrait être durable et modérée. La dette publique, en particulier celui de l'extérieur, doit être suffisamment diversifié en termes de devises, d'échéance et la gamme de supports. Systèmes de retraite du gouvernement et d'autres programmes publics impliquant que les engagements futurs doivent être adéquatement financé et cohérent avec la capacité de l'économie pour répondre aux engagements.

Il doit y avoir un niveau suffisant d'épargne nationale, privée et publique, pour financer les besoins d'investissement domestiques sans dépendance insoutenable sur les emprunts à l'étranger.

Avec le régime de taux de change: les autorités monétaires doivent être libres de la poursuite de la stabilité des prix comme objectif prioritaire, et les autorités fiscales doivent avoir la capacité de contrôler les dépenses publiques et de collecter des revenus adéquats.

Etant donné que les décisions financières impliquent des engagements s'étendant dans l'avenir, la stabilité financière dépend non seulement de l'efficacité actuelle ou récente des politiques macroéconomiques mais aussi de leur crédibilité future. Un degré élevé de la crédibilité de la politique contribue à minimiser la volatilité des marchés financiers et de ces prix.

Les politiques structurelles devraient veiller à ce que les prix relatifs sont en ligne avec l'économie afin qu'ils fournissent des incitations financières appropriées.

2-L'infrastructure institutionnelle des marchés financiers

La disponibilité des informations nécessaires à la prise de décisions financières judicieuses, la capacité à répondre aux incitations et la capacité à mettre en œuvre les transactions financières de manière efficace ; tout dépendra de la qualité d'un certain nombre de blocs de construction d'infrastructures qui soutient le fonctionnement efficace du marché. Il s'agit notamment du cadre juridique et judiciaire régissant les

marchés financiers, les systèmes comptables utilisés pour recueillir et diffuser l'information, les systèmes de paiement pour les transactions d'exécution, et les caractéristiques des infrastructures des marchés eux-mêmes.

les fonctions de base du cadre légal et juridique pour soutenir le système financier sont les suivants¹⁶:

- a. établir clairement les droits, responsabilités et obligations de parties des transactions financières;
- b. établir des codes qui soutiennent les forces du marché et incitations à la production de l'information adéquate;
- c. offrir les moyens juridiques de faire respecter les obligations légales et les réclamations de manière efficace.

Afin d'atteindre ces objectifs, le cadre juridique doit inclure un contrat adéquat, des entreprises, la faillite et la propriété privée. Une exigence de base de tout code juridique est la mise à jour de la loi qui définit clairement les droits contractuels et les responsabilités de tous les agents impliqués dans les prêts et dans l'achat, la vente d'instruments financiers disponibles.

Parmi les dispositions légales requises sont celles qui régissent les obligations contractuelles pour répondre aux paiements, la définition et les conséquences du non-paiement, les exigences entraînées par les pactes et les autres conditions placé sur l'emprunteur. Les obligations et responsabilités financières des agents, les intervenants et les gestionnaires des institutions financières doivent être clairement définis, de sorte qu'ils soient tenus responsables de leur conduite. Autant que possible, les dispositions juridiques régissant l'activité financière ont besoin d'être «fondé sur des règles" de transparences. La transparence des données relatives aux transactions est essentielle pour permettre aux régulateurs déterminer le risque de marché et les sources d'instabilité financière potentielle dans le système¹⁷.

Pour équilibrer les considérations de la faillite de manière efficace, les autorités doivent avoir l'autorité suffisante juridiques et administratives pour remplacer les directions, à réorganiser les établissements défaillants, et ; si nécessaire, imposer des formules de distribution des actifs.

L'efficacité du cadre juridique dépend aussi de la qualité de l'application de ces dispositions. Les recours judiciaires dans le cas de non-conformité avec les contrats doivent être efficaces et rapides.

Les procédures judiciaires ne devraient pas être si coûteuses au point de décourager les entreprises d'agir pour faire respecter leurs contrats. Il est particulièrement important que les recours sont obtenus

dans un laps de temps, ce qui est pertinent à la transaction financière en cause: par exemple, sauf si les créanciers sont capables de prendre possession de la garantie rapidement en cas de non-paiement, ou à prendre des mesures rapidement. Les procédures légales pour l'application ont également besoin d'être objectif et honnête afin que les résultats des différends soient aussi prévisibles que possible sur la base de critères objectif. Il devrait y avoir des lois contre les activités financières illicites, en blanchiment d'argent, et ils devraient être rigoureusement appliquées car ces activités, en sapant la réputation des entités financiers, peut altérer la confiance dans le système financier en entier.

Deux autres priorités spécifiques sont l'amélioration de la transparence et l'efficacité des mécanismes judiciaires pour faire appliquer les accords financiers et veiller à qu'il existe des moyens efficaces pour prendre possession de garanties. Des difficultés sont rencontrées dans de nombreux marchés émergents dans l'obtention des réponses fiables cas de non-conformité (à cause des retards indus, trop de procédures administratives et l'incapacité de prédire l'interprétation des lois dans la pratique) ont été cités par de nombreux entreprises¹⁸.

A cet égard, des cadres de lois et règlements fondés sur des modèles de pays industriels se sont révélés très utiles comme point de départ, mais doivent encore être adapté aux systèmes financiers des économies en transition.

3-qualité de la production de l'information comptable

Les systèmes comptables sont essentiels à la fourniture de l'information nécessaire par les créanciers, les emprunteurs, propriétaires, gestionnaires et autres organismes qui ont des intérêts réels ou potentiels dans une entreprise. De faire des évaluations raisonnables de l'efficacité des opérations de l'entreprise et à évaluer ses perspectives d'avenir. Les systèmes comptables de haute qualité sont essentiels d'assurer la transparence des opérations nécessaires efficace de gouvernance et la discipline de marché.

Les systèmes de comptabilité efficace incarnent quatre normes de base de qualité :

Tout d'abord, l'information fournie est numériquement et matériellement exacte; **deuxièmement**, elle est pertinente et transparente, **troisièmement**, l'information est globale en couvrant tous les aspects matériels des activités d'une entreprise qui portent sur sa situation financière actuelle et future.et, **quatrièmement**, l'information doit être suffisamment en temps opportun et régulièrement fournies pour la prise de décisions.

Un principe plus général est que les mesures comptables devraient fournir une image réaliste des gains économiques réels et des pertes. Les méthodes utilisées pour valoriser les actifs doivent prendre en compte leur valeur probable réaliste.

Les éléments essentiels des procédures comptables s'appliquant aux banques et aux institutions financières doivent refléter les normes qui régissent:

- ❖ *La classification et la déclaration de la qualité des actifs, y compris une évaluation réaliste et des critères stricts pour la reconnaissance des créances douteuses;*
- ❖ *Procédures en temps opportun et prudent de provisionnement et de qualité strictes des normes pour les composantes du capital;*
- ❖ *Les mesures précises et les rapports des concentrations de prêts, y compris les systèmes d'analyse pour détecter les prêts excessifs aux parties liées ou over concentrations dans des secteurs particuliers ou des instruments;*
- ❖ *Les mesures pertinentes de rentabilité et d'autres indicateurs globaux de la situation financière globale;*
- ❖ *Des systèmes efficaces pour évaluer les risques individuels ainsi que les risques pour l'agrégat portefeuille en vertu de diverses éventualités;*

Ces procédures et ces règles sont indispensables pour éviter les dissimulations graves de la qualité des actifs ou d'autres problèmes financiers dans les institutions financières des superviseurs et des intervenants. Les mécanismes de vérification sont essentiels pour s'assurer que les normes comptables soient effectivement appliquées et maintenues et pour surveiller la qualité des procédures de contrôle interne.

Les deux audits internes et externes sont des compléments indispensables à l'évaluation des finances des institutions financières par les autorités de surveillance.

Les audits internes effectués sur une base continue permettant d'identifier des problèmes avant qu'ils ne soient capables de nuire à la solidité financière d'une institution.

Les audits externes effectués sur la base de normes internationalement acceptables confiés aux professionnels indépendants qualifiés sont importants pour assurer l'objectivité et l'intégrité des procédures de contrôle interne et de l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées à des parties externes. Afin de garantir leur objectivité et leur crédibilité, les auditeurs externes doivent être légalement responsables de la compétence et l'intégrité de leurs

examens. Il devrait être une législation exhaustive définissant les responsabilités et les obligations des vérificateurs externes, et l'audit indépendant devrait être tenu au moins pour les entreprises publiques et des institutions financières agréées.

Cependant, la gestion interne porte la responsabilité première et principale de veiller à ce que les vérifications internes sont effectivement menées et que les renseignements divulgués à des vérificateurs externes et le public est suffisante.

L'élaboration de normes comptables, afin de fournir des informations exactes, renseignements opportuns et comparables au niveau international est une priorité clé pour l'amélioration de solidité des systèmes financiers en particulier dans les marchés émergents, étant donné le rôle que les lacunes dans les systèmes de comptabilité ont joué dans les dernières crises de banque.

Il est très important que les normes comptables nationales soit de haute qualité et être rigoureusement interprétés et appliquée. L'harmonisation des normes comptables privées avec ceux employés par les superviseurs est également importante afin de se conformer aux exigences prudentielles.

Dans de nombreuses économies émergentes, les vérificateurs de gestion et les autorités de surveillance font face à des difficultés considérables pour mesurer adéquatement la valeur des instruments individuels et donc du portefeuille de l'institution dans son ensemble. Ces difficultés sont considérablement entravé la capacité des directions d'évaluer de manière adéquate leurs institutions et de la situation financière de faire des changements de priorités de projets d'investissement en cas de besoin; ont également entravé la discipline de marché et la capacité des régulateurs à reconnaître le développement des problèmes avant qu'ils ne deviennent graves. Tout ou en partie à cause des lacunes dans les normes de comptabilité, cette difficulté est aggravée dans les marchés sous-développés, qui font qu'il est difficile de prédire les valeurs de liquidation.

Ce problème soulève également une question plus large sur les lacunes et les carences des données disponibles, notamment auprès des autorités nationales, sur l'ensemble des indicateurs financiers, les conditions de l'économie réelle. L'absence de telles données de base, par exemple des chiffres en temps opportun sur les réserves internationales détenues par le gouvernement, a été un important facteur limitant la capacité des intervenants et autres parties intéressées, en particulier les investisseurs étrangers et les institutions officielles, et limite l'efficacité de surveiller la situation économique et financière du pays .

III. Réglementation et la supervision des systèmes financiers

La supervision officielle du système financier englobe la régulation financière, y compris la formulation et l'exécution des règles et des normes régissant le comportement financier ainsi que la surveillance permanente des institutions individuelles. La réglementation et la supervision financières jouent un rôle essentiel en renforçant la solidité financière.

1-Des structures de réglementation efficace et adaptable

Une vigilance particulière et des compétences sont nécessaires à la supervision par les autorités de régulation pour contenir les risques qui se posent lorsque le système financier subit des changements rapides et étendus. Malgré leur conformité avec les règles prudentielles en vigueur, beaucoup d'établissements bancaires d'envergure se sont avérés peu résistants à l'émergence de chocs systémique.

L'absence d'assises de sécurité en matière de fonds propres et de liquidité a été un facteur amplificateur de chocs. Bien que les lacunes du cadre réglementaire actuel ne se limitent pas uniquement aux règles de Bale. C'est pourquoi le comité de Bale a annoncé en 2010 un ensemble de nouvelles normes prudentielles¹⁹ sous la désignation de « BaleIII ». Ces mesures répondent à un certain nombre de carences identifiées telles que l'insuffisance des fonds propres de base (actions ordinaires), l'endettement excessif, et la sous-estimation du risque de liquidités. Ces nouvelles directives de Bale III visent à prendre en compte la dimension macro-prudentielle de la réglementation.

Les autorités de régulation et de surveillance doivent veiller au fonctionnement approprié des marchés financiers et assurer la stabilité du système. Les agences de surveillance doivent disposer des ressources nécessaires pour surveiller l'activité, des connaissances requises pour gérer les risques du capital suffisant L'autorité de surveillance doit imposer des sanctions sur la situation des institutions financières, mais aussi aux actionnaires.

Une autre autorité qui joue un rôle important dans la garantie de la stabilité financière est le Gouvernement par l'intermédiaire du Ministère des Finances²⁰.comme, on peut le constater ces dernières années, l'état est souvent contraint d'intervenir pour empêcher la faillite de certaines entreprises importantes qui pourrait avoir de graves conséquences sur le système économique et financier(on peut citer les plans de sauvetage lancés par la plupart de gouvernements pour sortir de la crise ces dernières années).

Outre les responsabilités et les objectifs spécifiques, les autorités de régulation et de supervision doivent poursuivre les objectifs plus larges suivants:

- ❖ *Définir clairement les types d'institutions assujetties à la réglementation et la supervision ainsi que la compétence de chaque agence et ou organisme de réglementation et de supervision pour ces institutions.*
- ❖ *Promouvoir la fiabilité, l'efficacité et l'intégrité de l'infrastructure du marché, notamment les paiements et les systèmes de transactions.*
- ❖ *Favoriser un fonctionnement efficace de la concurrence dans le système financier.*

2- les attributions de l'autorité de surveillance

Le rôle des banques centrales dans la stabilité financière est légitime : exercer une responsabilité en matière de stabilité monétaire est, en soi, favorable à la stabilité financière.

Dans le domaine de la régulation et du contrôle bancaire, la légitimité des banques centrales peut trouver sa source dans un des vingt-cinq principes fondamentaux (« core principles ») pour le contrôle prudentiel devant servir de références à la gestion des établissements de crédit et à leur surveillance. Ces principes concernent²¹ :

- ❖ les conditions préalables à un contrôle bancaire efficace ;
- ❖ les conditions d'agrément et de structure de propriété des établissements de crédit ;
- ❖ les grands axes de la réglementation et du contrôle prudentiel, définissant les prérogatives des autorités de contrôle ;
- ❖ les méthodes de contrôle ;
- ❖ les exigences en matière d'informations demandées aux établissements de crédit;
- ❖ le pouvoir institutionnel des autorités de contrôles (aptitude de sanctions) ;
- ❖ les principes des contrôles bancaires transfrontières ;
- ❖ enfin un renforcement des règles de contrôle international.

Les banques centrales et autres autorités chargées de superviser les institutions financière sont trois grands domaines de responsabilité:

- ❖ *les licences des nouveaux arrivants et l'autorisation pour des activités nouvelles ou à renouveler par des entités existantes;*
- ❖ *supervision permanente des institutions financières ;*
- ❖ *la correction des problèmes survenant dans les établissements qui sont défaillants, ou à risque d'échouer.*

Pour réaliser son mandat efficacement, chaque agence officielle doit avoir des pouvoirs et des responsabilités qui sont clairement

définies et suffisantes pour accomplir sa mission, les normes appropriées et mécanismes d'application, et les ressources humaines et matérielles.

En l'absence de tels critères, la supervision est susceptible d'être hasardeuse et plus vulnérables aux pressions des exceptions et des exemptions. Les normes et standards doivent être objectifs, cohérentes, transparentes et bien comprises par ceux à qui elles sont appliquées; ces normes doivent définir clairement les comportements qui ne sont pas autorisée, ainsi que la nature et le traitement des cas exceptionnels. Les normes réglementaires et standards doivent être pertinentes et conformes à conditions dominantes dans le pays dans lequel ils sont appliqués. Cependant, il est hautement souhaitable qu'ils soient de haute qualité et façonné par certains principes de base pendant au moins quatre raisons:

Premièrement, de rassurer les participants du marché, y compris les intervenants étrangers, que de saines pratiques financières sont appliquées, ce qui augmente la confiance dans le marché.

Deuxièmement, pour aider à promouvoir une égalité de terrain et une concurrence loyale entre les institutions d'un type semblable,

Et, troisièmement, à faire un usage efficace de l'expérience et l'expertise de la communauté internationale de surveillance dans la formulation les principes.

Il doit y avoir une coordination étroite et des échanges d'informations nécessaires parmi les banques, le marché des valeurs mobilières et autres autorités réglementaire de contrôle, avec une protection adéquate de ces informations le cas échéant.

Toutes les autorités de surveillance ont besoin d'avoir accès à des données complètes, cohérentes, fiables et en temps opportun sur les activités des institutions financières qu'ils supervisent, y compris ceux des filiales à domicile ou à l'étranger. Les superviseurs doivent avoir l'indépendance et une autorité suffisantes pour être en mesure d'imposer des pénalités si les règles prudentielles ne sont pas remplies. Selon les institutions supervisées, Les sanctions possibles comprennent: amendes, le retrait de la gestion en cas de pratiques bancaires dangereux ou mal fondée, et des contraintes sur les activités autorisées de l'établissement, y compris, dans les cas extrêmes, la fermeture.

Conclusion

Le concept de stabilité financière est cependant très vaste ce qui rend impossible l'identification d'une définition unanimement accepté. La stabilité financière est un concept multidimensionnelle, ample, qui

fait référence tant à la solidité des institutions financières qu'au cadre institutionnel et aux mesures macro prudentielles entreprises par les autorités.

Cet article a mis en exergue la complexité de la notion de stabilité financière, ses déterminants et que la transparence des données est essentielle pour permettre aux régulateurs et superviseurs de déterminer ou se forment les sources d'instabilité financière potentielle.

la stabilité financière, sans être l'apanage exclusif des banques centrales constitue donc pour elles un thème majeur de préoccupation et d'activité. Longtemps contenue à l'intérieur des frontières nationales, cette responsabilité a connu une internationalisation progressive liée à la mondialisation des marchés financiers et l'apparition des crises graves et fréquentes, au cours des dix dernières années.

Les conditions préalables pour faire des évaluations en temps opportun sont nécessaires pour faciliter l'adoption des décisions dans des situations de crise, un guide pratique pour la gestion de crise, permet une compréhension commune des étapes et des procédures de gestion de crise.

La formulation des politiques et des normes et leur application exigent que les autorités de régulation et de supervision disposent de ressources financières et des compétences humaines.

Au-delà de ces standards et normes, il faut retenir avant tout que la prévention et la surveillance de la stabilité financière créent des exigences qu'il conviendrait de coordonner et même d'harmoniser au plan international.

Références bibliographiques

1. Albuлесcu, C.T. (2009), *la stabilité du secteur financier en Roumanie dans la perspective de son adhésion à l'UEM*, thèse de doctorat, université de Poitiers.
2. BCE, *les défis stabilité macroéconomique et financière pour adhérents et candidats pays*, occasionnelle série de papiers, pas 48/ July 2006, <http://www.ecb.int>.
3. Crockett, A. (2000), *Marrying the micro-and-macro-prudential dimensions of financial stability, remarks before the 11th international conference of banking supervisors*, Basel, September 21.21. <http://www.bis.org/speeches/sp000921.htm>.
4. *Economies avancées pour les banquiers et les pouvoirs financiers*, De Nederlandsche Bank, 3-4 Juin 2002, <http://econpapers.repec.org/workingpapers>.
5. *Etudes économiques de l'OCDE*, 2009/09 n°9, p.109-135
6. Icar, A. (2007), *Stabilité financière et banques centrales*, ed. *Economica*, paris.
7. Gaudron, P et Lecarpentier-moyel, S. (2008), *Economie monétaire et financière*, ed. *Economica*, 5eme, Paris, pp325.
8. Kaufman, G., *banques centrales, des bulles d'actifs et la stabilité financière*, *Les documents de travail série, département de recherche (WP-98-12)*, la Réserve fédérale Bank de Chicago.
9. Mishkin, F.S. (1999), *global financial stability: framework, events, issues*, *Journal of Economic Perspectives*, volume 13, p 7.

10. Mishkin, F.S et autres (2007), *Monnaie, banque et Marchés Financiers*, Nouveaux horizons, paris, 8^e édition, 2007.
11. Patat, J.P. (2000), *la stabilité financière, nouvelle urgence pour les banque centrales*, dans « *Bulletin de la banque de France* » Banque de France, N°84, p50-51.
12. Patat, J.P. (2002), *Monnaie, Système Financier et politique monétaire*, ed. Economica, 6eme Edition. Paris, p495-496-497.
13. *Revue de stabilité financière (2011)*, banque centrale du Luxembourg, le déferlement de réglementations financières. P14-21.
14. *Revue de stabilité financière (2011)*, banque centrale du Luxembourg, le déferlement de réglementations financières. P14-21.
15. *Revue de stabilité financière (2011)*, banque centrale du Luxembourg, le déferlement de réglementations financières. P14-21.
16. Schinasi, G.J (2004)., *defining financial stability*, IMF, WP/04/187 .p10.11.12.
17. Schinasi, G, *Définition de la stabilité financière*, FMI, 2000
18. Thomas S. (2012) , *la stabilité du système financier* , Bruxelles, banque nationale de Belgique.
19. Toure Oumar, *Prévenir les crises financières et assurer la stabilité financière au niveau mondial : analyse de la nécessité de l'action collective , communication pour les journées de recherche* , GDR- économie monétaire et financière, université de Lyon2, -GATE.
20. <http://econpapers.repec.org/workingpapers>. Consulté le 20/04/2013
21. *La stabilité financière dans les économies émergentes, une stratégie pour la formulation, Adoption et application des principes et des pratiques saines pour renforcer les systèmes financiers*, avril 1997, disponible sur: (<Http://www.bis.org>).